

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA À L'AFP «Donner un contenu concret et opérationnel au partenariat avec la France»

L'Algérie prépare avec une très grande minutie la visite d'Etat qu'effectuera le président français, François Hollande, les 19 et 20 décembre en cours, la première sortie du nouveau locataire de l'Elysée dans la région. L'intérêt est tel que Bouteflika en personne a accordé une interview hier à l'AFP, la première sortie médiatique du genre depuis longtemps. «L'Algérie, dira Bouteflika, souhaite donner un contenu concret et opérationnel à ce partenariat d'exception que les deux peuples appellent de leurs vœux. Les formes du partenariat importent finalement peu, c'est sa consistance qui est essentielle.» Les relations algéro-françaises, globalement bonnes sous Chirac, avaient connu une période de quasi-gel sous Sarkozy. Au point où la visite d'Etat que devait effectuer Bouteflika à Paris fut même annulée. C'est d'ailleurs l'ancien président français qui avait bloqué la signature du «traité d'amitié», convenu entre les deux pays en 2003. La dénomination même dudit traité a fait l'objet d'une grande controverse en France, notamment au sein de la droite. L'arrivée des socialistes au pouvoir aura toutefois donné un nouvel élan aux rapports entre Alger et Paris.

Et si les deux parties ne parlent plus d'un «traité d'amitié», la France évoque «un partenariat stratégique» au moment où Bouteflika opte pour la formule d'un «partenariat d'exception». Pour Bouteflika, «ce qui importe le plus, c'est l'intensification du dialogue politique (entre les deux pays) à tous les niveaux, incontournable à mon avis pour définir l'orientation que nous voulons donner à la stratégie de coopération que nous ambitionnons de développer pour le long terme. De cette manière, nous pouvons transcender beaucoup de pesanteurs et faire coïncider réellement nos intérêts qui doivent s'affranchir des considérations conjoncturelles, nécessairement précaires». Manifestement, le ton est conciliant et, à aucun moment, Bouteflika n'a fait allusion au «passé», à la période coloniale ni à la révolution. Mieux, il plaide pour une nouvelle approche. «Avec la France, nous voulons relever le défi de construire un partenariat qui résiste aux contingences et qui dépasse les seules relations commerciales où chacun réduit l'autre à un débouché.» En d'autres termes, des relations politiques soutenues, semblables à celles qu'entretient Paris avec Rabat ou Tunis. «Ce que l'Algérie attend de la France, poursuit Bouteflika, c'est un accompagnement dans le processus de développement économique, social et humain, un vaste chantier en cours de mise en œuvre et qui nécessite un perfectionnement de l'élément humain, un transfert technologique réel et un partenariat gagnant-gagnant dans le système productif». Bref, une relation dépassionnée et délestée du poids des contentieux historiques faisant que la méfiance aura été la seule constance de cet espèce de «mariage forcé» entre les deux pays.

«Le peuple algérien s'est dressé seul contre l'obscurantisme et le terrorisme»

Evoquant, par ailleurs, l'état des lieux en Algérie, deux années après l'apparition de ce qu'on appelle «le printemps arabe», Bouteflika estimera «qu'en Algérie, l'ouverture politique a été lancée en 1989. Des avancées notables ont été enregistrées mais des dérives ont failli faire disparaître l'Etat républicain et ont entraîné le pays dans de longues années de destruction et de souffrances, sans pour autant remettre en cause la démocratie comme option unique de gouvernance du peuple algérien qui s'est dressé seul contre l'obscurantisme et le terrorisme». L'isolement de l'Algérie au moment où elle faisait face «seule» au terrorisme est décliné, ici, par Bouteflika sous la forme d'une allusion claire à la France de Mitterrand qui était le principal responsable de la mise sous embargo de notre pays, et à tous les niveaux. Des années plus tard, la menace terroriste refait surface et de manière spectaculaire dans la région du Sahel. Questionné du reste sur la crise du Mali, Bouteflika, qui a réitéré la position de l'Algérie, directement concernée par cette affaire, précisera que «pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, aujourd'hui considéré, à juste titre d'ailleurs, comme une menace globale qui n'a pas de nationalité, ni de religion d'appartenance, il est normal que le Mali bénéficie de l'appui de la communauté internationale pour son éradication.

L'Algérie, en ce qui la concerne, continue d'œuvrer dans la limite de ses moyens, à mobiliser les pays de la région et à fournir une aide appropriée, pour lutter contre ce fléau, assurer la stabilité régionale et se consacrer au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations». Ce point, précisément, constituera sûrement les sujets prioritaires que Bouteflika abordera avec son invité français, les 19 et 20 décembre prochains.

Kamel Amarni

GARDES COMMUNAUX Action d'envergure à Alger, le 4 janvier prochain



Photo : New Press.

Du côté des gardes communaux, on ne compte décidément pas se laisser se faire rouler «dans la farine» dans le sillage de la dissolution en sourdine du corps, en décidant de reprendre la contestation, et de plus belle.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - En effet, ils comptent investir une fois de plus la capitale pour une démonstration de force, une manière à eux de signifier à ceux qui ont le devoir de les écouter, qu'ils sont très loin d'abdiquer.

Une grande marche ponctuée d'un rassemblement devant le siège de l'APN est prévue pour le début de l'année prochaine, le 4 janvier 2013 plus exactement. C'est là la principale résolution de la réunion d'avant-hier à la Maison des syndicats à Dar-El-Beida, à Alger, de la Coordination nationale des gardes communaux dont a fait part le chargé de la communication.

Une manifestation que l'on compte réussir à tout prix, d'où la mise sur pied d'une commission de préparation qui aura, outre de préparer l'aspect logistique, de prendre langue avec bien des acteurs politiques acquis à la cause de ce corps dont le tribut payé pour la sauvegarde de la République du chaos islamiste est incommensurable aux côtés de ceux des GLD, Patriotes et autres agents des divers corps de sécurité et simples citoyens.

Des catégories qui seront, dira Lahlou Aliouet, aussi sollicitées en vue de leur implication dans ce combat de la dignité pour la constitution de ce qu'il appellera un «front national de la décennie noire».

D'ici cette manifestation de grande «envergure» qu'ils escomptent donc organiser, le 4 janvier prochain, les gardes communaux se donnent rendez-vous, le 26 du mois en cours, devant le tribunal de Bir Mourad Raïs, à Alger.

Une manière de soutenir

leurs collègues, 43 agents, arrêtés dans le sillage de leur fameuse marche du 9 juillet dernier sur Alger à partir de Blida où ils étaient en sit-in pendant près d'un mois, et qui a fait l'objet d'un renvoi.

Ils devront répondre de quatre griefs retenus contre eux, entre autres attroupeement illégal sur la voie publique et outrage à corps constitué en plein exercice de ses fonctions.

Lors de leur procès, ces gardes communaux seront défendus par des avocats de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADHD).

Par ailleurs, le porte-parole des gardes communaux reviendra aussi sur le projet qui tient à cœur à la corporation, celui d'une fondation.

Il se pourrait que la proclamation de sa mise sur pied intervienne au premier trimestre de l'année prochaine, soit à Tizi-Ouzou, soit Bouira ou Béjaïa, préciserait Lahlou Aliouet.

M. K.

CONSÉQUENCE DE L'ÉCHEC DE LA TROÏKA FLN-FFS-RND POUR LA CONQUÊTE DE LA MAIRIE DE TIZI OUZOU

Remous au RND

Il fallait s'y attendre. Il n'a pas été sans conséquence, le coup de théâtre survenu, lundi en fin d'après-midi, lors de l'élection du nouveau président de la très convoitée APC de Tizi Ouzou.

Faisant preuve d'une célérité inouïe, le RND a réagi en rendant publique, dès les premières heures de la matinée d'hier, une décision qui en dit long sur les remous suscités par l'issue de l'élection ayant porté le candidat du RCD, Ouahab Aït-Menguellet, à la tête de la commune alors que l'alliance contractée par le FFS, le RND et le FLN, et «accessoirement» la liste indépendante parrainée par le MEN, devait permettre à cette troïka de s'assurer une confortable majorité avec 20 voix contre 13 pour l'autre camp, soit les sept du RCD et les six de ses alliés de la liste indépendante parrainée par le RPR.

A l'arrivée donc, et à la stupéfaction notamment du mouhamedh FLN, qui devait se préparer, au même titre que ses nouveaux amis du RND et du FFS, à l'intronisation de son porte-drapeau pour la conquête de l'APC de Tizi-Ouzou, le 33^e et ultime bulletin consacrait le RCD. Les regards se sont

focalisés dès lors sur, essentiellement, les élus du RND et à un degré moindre sur les indépendants ayant reçu la caution du MEN. Apparemment, plus fins limiers que tous, les responsables du parti d'Ouyahia à Tizi Ouzou ont vite fait de trouver les auteurs du coup ayant permis au RCD d'engranger plus de voix que la troïka ne l'avait imaginé.

En effet, dans la matinée d'hier, le secrétaire de wilaya du RND s'est fendu d'un communiqué à travers lequel il annonce la décision de radiation définitive de trois élus, dont le tête de liste, des rangs du RND.

Une décision qui, est-il précisé dans le document, intervient dans le cadre de «l'assainissement des rangs du RND de toute forme de trahison et de nomadisme politique».

Il n'y a pas à dire, l'échec de la conquête de la mairie de Tizi Ouzou est resté en travers de la gorge du triumvirat FLN-FFS-RND. Reste à savoir maintenant d'où viendra le prochain communiqué pour annoncer le nom de cette voix mystérieuse qui a fait la différence au profit de Ouahab Aït-Menguellet, le nouveau président de l'APC de Tizi Ouzou.

M. Azedine



Photo : Samir Sid